

La Gazette des Comores

Paraît tous
les jours sauf
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

24^{ème} année - N° 4462 - Lundi 18 Septembre 2023 - Prix : 200 Fc

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Risque d'une année blanche à l'université



Les dirigeants syndicaux de l'université face à la presse.

La grève illimitée entamée par le syndicat des enseignants de l'Université des Comores ainsi que le personnel administratif est loin d'être finie. Les responsables de ces deux corps universitaires ont tenu une conférence de presse jeudi 14 septembre dernier à l'école de santé pour réaffirmer

leurs doléances : le paiement de trois mois de salaires impayés et l'installation des différents organes de l'université, notamment l'élection d'un président et la mise en place du conseil d'administration. Faute de quoi les portes de l'université resteront closes avec le risque d'une année blanche.

LIRE SUITE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

02 Rabioul Awal 1445
Prières aux heures officielles
Du 16 au 20 Septembre 2023

Lever du soleil:

06h 05mn

Coucher du soleil:

18h 03mn

Fadjr : 04h 43mn

Dhouhr : 12h 07mn

Ansr : 15h 18mn

Maghrib: 18h 06mn

Incha: 19h 20mn



A l'heure où beaucoup s'interrogent sur la cohésion et notre identité nationales, certains ont décidé de s'unir et s'exprimer d'une même voix afin de rassembler les citoyens, petits et grands, autour d'un des symboles du pays, l'hymne national. Et comme là encore des divergences existent (quant aux mots employés notamment), un collectif de citoyens s'est lancé pour mission de faire imprimer sur bâche, la version officielle de notre chant patriotique et l'afficher dans les établissements scolaires.

"Nous avons déjà placardé 40 bâches dans des écoles à Ngazidja », s'est réjoui Hamidou Bourhane, agronome accompagné de son collègue Amine Youssouf. Avec ses collaborateurs du groupe Hayba Education-Formation, ils sillonnent l'île et accomplissent ce qui leur apparaît comme un devoir. L'idée est née il y a quelques mois. A quelques jours de la fête d'indépendance, une polémique refait surface : pourquoi existent-ils différentes versions de l'hymne et surtout, quelle est la version officielle ? « Dans les diverses cérémonies, il n'est pas rare de cons-

EDUCATION

Hymne à l'Unité, hymne à l'unisson

tater qu'on chante une version différente de son voisin. Ça diffère sur le choix de mots en général », a expliqué Anturia Mihidjai, fondatrice de Nutrizone Food, spécialisée dans la transformation de sagou (ntsambu) et membre de la Communauté hayba. « On s'est donc dit qu'on allait commencer par la base, les enfants. Renforcer leur sentiment d'appartenance à notre pays. C'est l'opportunité pour des milliers d'enfants de lire et apprendre une version officielle de l'hymne », a-t-elle renchéri.

Jeudi 14 septembre, c'était au tour du Groupe Scolaire Fundi Abdoulhamid d'accueillir les membres de la Communauté Hayba pour la pose de la bâche comptant la version officielle de l'hymne national. Un accueil des plus chaleureux a été réservé aux 3 membres du Collectif qui compte des personnes issues de divers horizons. « Nous sommes nombreux dans la Communauté Hayba Echanges Citoyens. Ce sont des groupes d'échange et de réflexion, par thème. Le volet

Education-Formation compte des professionnels de l'enseignement, des membres de la Société civile, des opérateurs économiques, des membres de la diaspora, des bénévoles de plusieurs domaines, ... ».

Au GSFA, alors en prérentée, une myriade de tenues uniformes - haut blanc, bas bleu marine - se dressait fièrement dans la cour de récréation, face au drapeau, majestueux et hissé par deux élèves. Le signal donné, les quelques 600 écoliers des classes de Primaire ont entonné l'hymne national sous la supervision du personnel de l'école et des enseignants. Les portraits affichés dans la cour de Fundi Abdoulhamid, éminent enseignant du pays qui a prêté son nom à cet établissement de prestige et Ali Mzé Ahmed, Chef d'établissement du GSFA durant 30 ans et décédé en février 2023, ont contribué à rendre l'instant solennel.

« Nous avons à cœur de transmettre les valeurs de citoyenneté et d'intégrité à nos enfants, à l'école comme à la maison. L'ensemble du



La Direction du Gsfa et les membres de la Communauté Hayba lors de la pose de la bâche.

personnel du Gsfa salue votre engagement. Le panneau sera placé de telle sorte que tous nos élèves puissent y avoir accès facilement », s'est exprimée Masséande Chami-Allaoui, nouvelle directrice du GSFA. A titre symbolique, la bâche a été remise à un élève en classe de Grande section. « Merci pour cet accueil chaleureux. En espérant que cette affiche permettra à nos enfants

de saisir l'importance de chanter le même hymne, pour plus d'harmonie au sein de notre pays », a déclaré Nadhirati Mohamed, enseignante et membre de la Communauté Hayba. En tout, ce sont 800 écoles, sur l'ensemble du territoire national, qui sont ciblées par le projet. Une mission rendue possible grâce à de généreux sponsors.

S.Ch

COMPÉTITION ROBOTIQUE :

Les jeunes d'Imara Comoros se préparent pour Singapour

Pour la cinquième fois, les jeunes d'Imara Comoros vont représenter le pays à l'international. Du 07 au 10 octobre prochain, cette équipe va s'affronter au first global challenge à Singapour. L'édition de cette année sera consacrée à l'importance des énergies renouvelables, plus particulièrement « hydrogène horizon ».

Ils sont sept jeunes filles et garçons âgés de 13 à 17 ans qui vont concourir à Singapour du 07 au 10 octobre prochain au first global challenge. Sur le terrain, Imara Comores va se confronter aux meilleures équipes du monde. Au Total, 190 pays sont attendus à Singapour pour concourir sur l'importance des énergies renouvelables. Cette année, l'intérêt se porte sur

une thématique clé « l'hydrogène horizon ». Ces jeunes ont conçu un robot destiné à prendre les atomes d'hydrogène et oxygène dans le seul but d'obtenir de l'eau. « Nous avançons petit à petit, cela fait deux semaines déjà que nous avons eu les matériels. Nos mentors nous aident énormément, nous travaillons d'arrache-pied et nous espérons remporter la victoire », renchérit la capitaine de l'équipe, Abdallah Zaintoune.

Très dynamiques et ambitieux, ces jeunes incarnent l'espoir. Ils visent à contribuer à un avenir prometteur grâce à l'innovation et à la technologie. « Notre objectif est de gagner et de montrer que les jeunes comoriens peuvent mieux faire. Certes les gens ne nous comprennent pas encore, mais la technologie c'est l'avenir. Le futur hydrogène

jouera un rôle important dans l'avenir, dans la construction d'un monde durable. Nous pouvons

mieux faire » lance Siradjidine Malzam, cette pépite d'Imara Comoros ambitionne d'être consul-

tante dans des grands projets, que ce soit dans l'électricité, l'eau ou autre pour le développement du pays.

Comme dit l'adage « c'est en forgeant qu'on devient forgeron », Imara ne recule devant rien, les Comores doivent briller dans tous les domaines y compris la robotique. « On nous dit que dans la vie, on tombe et on retombe, mais le plus important c'est de se relever. Nous sommes une équipe, ensemble nous allons réussir et grâce à l'aide de nos mentors qui nous soutiennent particulièrement. Nous aimons la robotique et participer à cette compétition n'est qu'une chance de plus pour le prouver au monde entier » promet Mouzna Mohamed.

Andjouza Abouheir



Jeunes talents d'Imara Comoros.

SOCIÉTÉ

CAD'EAL poursuit son appui scolaire et médical à la population indigente



Remise d'un don de CADEAL à Mohéli.

En tout 34 colis en provenance de la France sont arrivés à Mohéli. C'est un don de l'association CAD'EAL destiné à ses partenaires et aux personnes démunies. Il s'agit de matériel informatique, scolaire et médical. C'est la commune de Moilimdjini et l'Office du tourisme qui les ont reçus. Et la remise a eu lieu mercredi dernier.

La commune de Moilimdjini, l'Office régional du tourisme à Mohéli et l'Association pour le développement socioéconomique et culturelle de Ouallah-II (ADESCO), premiers partenaires de l'association CAD'EAL viennent de

bénéficier d'un don de matériel informatique scolaire et médical. Il s'agit d'un appui de l'association CAD'EAL en faveur de ses partenaires dans leurs différents travaux quotidiens.

Les responsables de cette association exhortent les bénéficiaires à faire bon usage de ces outils. « Je ne peux que remercier les donateurs de ce matériel et je pense que les kits scolaires et médicaux seront bien remis au personnel médical de l'hôpital tandis que les livres seront envoyés à la bibliothèque de Ouallah II, pour que les élèves puissent en bénéficier au maximum » espère Adélaïde Hissani, point focal

de l'association CAD'EAL dont le siège se trouve en France.

En plus cette association en partenariat avec Mestou entreprise, propose une bourse pour un étudiant à l'université des Comores site de Djando et Fomboni qui aura envoyé sa candidature en ligne avant le 17 septembre et réussi l'entretien. Ladite bourse se traduit par une prise en charge de l'écologie, du frais d'inscription et de la soutenance. Des actions qui s'ajoutent à celles déjà en cours sur la prise en charge des frais d'écologie et fournitures scolaires de certains enfants démunis.

Riwad

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Risque d'une année blanche à l'université

Suite de la page 1

A lors qu'ils croyaient que la réunion avec les ministres des finances et de l'éducation nationale ainsi que l'administrateur de l'université des Comores pouvait aboutir à un compromis, notamment sur le paiement des trois mois d'arriérés de salaires, l'élection d'un président de l'université et la mise en place du conseil d'administration, le Syndicat national des enseignants de l'université (Sneuc) se dit trahi par le gouvernement. Il n'a pas eu un gain de cause sur ses deux principales revendications à savoir le paiement des trois mois de

central de l'université. Après quelques heures d'échange, ils nous ont promis de payer les salaires et faire en sorte de mettre en place une commission multipartite afin de se pencher sur les problèmes en suspens. Tout ça n'est que de la poudre aux yeux. Rien n'a été fait. On se sent trahi par les autorités. On n'a pas le choix que de continuer la grève, sachant qu'il y a risque d'une année blanche si on n'a pas une réponse favorable », dit le chef syndicaliste. Tout en s'excusant auprès des étudiants qui sont les premières victimes de cette situation.

« Notre administration s'est

central de l'université. Après quelques heures d'échange, ils nous ont promis de payer les salaires et faire en sorte de mettre en place une commission multipartite afin de se pencher sur les problèmes en suspens. Tout ça n'est que de la poudre aux yeux. Rien n'a été fait. On se sent trahi par les autorités. On n'a pas le choix que de continuer la grève, sachant qu'il y a risque d'une année blanche si on n'a pas une réponse favorable », dit le chef syndicaliste. Tout en s'excusant auprès des étudiants qui sont les premières victimes de cette situation.

« Notre administration s'est

dégradée. Les institutions de l'université ne sont pas réajustées par rapport aux besoins de nos étudiants. Nous ne pouvons pas parler d'urgence sans une bonne éducation. Ces étudiants sont l'avenir de notre pays. Il faut des bonnes conditions d'enseignement. Cela viendra avec une bonne administration digne de ce nom. C'est pourquoi nous demandons l'installation de toutes les instances de l'université, à commencer par l'élection d'un président et la mise en place du conseil d'administration », dit-il. « Concernant la loi sur l'enseignement supérieur adoptée deux fois mais jamais promulguée, nous

avons saisi le chef de l'Etat pour lui demander de ne pas la promulguer, en raison de ses imperfections. Le président a, à chaque fois, répondu positivement à notre demande. On peut espérer une dernière chance », conclure-t-il. Quant au secrétaire général du syndicat des personnels de l'université Chamssoudine Mhoma, il a montré leur détermination et sa solidarité avec le Sneuc. « Nous demandons aux autorités de prendre les choses avec sérieux pour résoudre cette crise très rapidement ».

Nassuf Ben Amad

SOMMET DU G77+CHINE

Azali appelle à soutenir les intégrations

Le président Azali Assoumani, s'est adressé au sommet de G77+Chine qui s'est achevé samedi dernier à La Havane. Le président en exercice de l'UA, appelle à soutenir les intégrations prônées par les organisations internationales. Le chef de l'État comorien qui a tenu à saluer la Chine sur sa proposition d'une coopération numérique, visant à stimuler et dynamiser l'économie mondiale.

Le sommet du G77+ Chine, a baissé les rideaux, le samedi 16 septembre à La Havane, la capitale du Cuba, sur un appel à l'"unité" pour peser face aux pays riches. « La gouvernance mondiale reste asymétrique. Les Nations unies, le système de Bretton Woods et l'OMC, perdent de leur crédibilité. Nous ne pouvons pas nous diviser », a déclaré le président brésilien Lula da Silva. « La révolution numérique et la transition énergétique sont deux transformations

majeures en cours. Elles ne peuvent pas être façonnées par une poignée d'économies riches qui rééditent la relation de dépendance entre le centre et la périphérie », ajoute le dirigeant de la première économie latino-américaine.

Dans ce cadre, le président de l'Union des Comores, Azali Assoumani appelle justement à soutenir les intégrations prônées par les organisations internationales et régionales qui constituent selon lui des leviers de développement. Elles sont d'après-lui en adéquation avec les nouveaux instruments et les nouvelles solutions technologiques. « Sous l'effet de la mondialisation, aujourd'hui le sort des économies se base sur des larges marchés où les technologies jouent un rôle de premier plan, ce qui rend nécessaires les intégrations économiques prônées de par le monde », souligne le président en exercice de l'UA.

« C'est ainsi que l'Union Africaine a créé une structure cata-



Azali et sa délégation au sommet du G77.

lytique sur la transformation du continent en un marché unique en l'occurrence Smart Africa », a-t-il ajouté. Et de préciser : « La Zone de Libre Échange Continentale Africaine lancée en 2018 et dont on m'a confié, pendant ma Présidence de l'UA de cette année 2023, la mission d'accélérer la mise en œuvre, ne peut se concrétiser efficacement

qu'avec la numérisation de nos économies. »

Sur le plan international, le chef de l'État comorien, salue l'initiative de Pékin sur la coopération numérique « Cette volonté qui constitue un volet important de la grande initiative chinoise [de la ceinture et de la route] vise à un paysage mondial de l'économie numérique équi-

libré, coordonné et inclusif sur la base d'une coopération gagnant-gagnant", fait-il observer. « De même, en matière d'innovation, nous voudrions aussi saluer l'initiative de l'Inde pour la création, en marge de la réunion du G20 de Delhi, d'une nouvelle alliance pour les biocarburants de 4ème génération ou algocarburants », déclare-t-il.

« Il s'agit d'un défi majeur de la transition énergétique, avec des grands enjeux économiques et environnementaux pour le monde entier », soutien-t-il. En marge de ce sommet, le président Azali Assoumani a la tête d'une forte délégation, a eu des échanges avec le président de la République de Cuba, Miguel Diaz-Canel. Les deux dirigeants se sont convenus de créer des commissions qui vont pencher sur la coopération en matière de pêche, agriculture et éducation.

Maoulida Mbaé

PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ

L'Etat veut améliorer le climat des affaires

Le gouvernement veut réussir sa politique du dialogue public-privé (DPP) à travers des actions « lucides et prometteuses » pour l'avenir du pays sur le plan économique. Tel a été l'objectif du séminaire gouvernemental organisé au Palais du peuple le 16 septembre dernier.

Le gouvernement a organisé samedi 16 septembre dernier, avec l'appui de l'Uccia (Union des chambres de commerce) un séminaire devant créer un pont d'avenir économique entre les secteurs public et privé. Dans cette rencontre qui a réuni le secteur public, le ministre de l'économie a précisé que « ce séminaire est conçu pour préparer le secteur public à s'enga-

ger pleinement dans le DPP. Nous réunissons ici les acteurs du secteur public pour, une sensibilisation sur le rôle vital du secteur privé, une réflexion commune pour identifier nos attentes par rapport à ce forum et pour débattre des mécanismes

efficaces de suivi des engagements de l'État ».

Lors de la présentation des objectifs, il a été énoncé l'ambition d'avoir un suivi du dialogue public-privé (DPP) afin d'identifier les problèmes puis y apporter des solutions



Participant au séminaire du dialogue public-privé.

concrètes pour l'épanouissement de l'économie. « À travers ce cadre de dialogue, le gouvernement est résolument engagé à soutenir le secteur privé grâce à des interventions ciblées et structurées. Notre ambition est de créer un environnement des affaires de qualité en mettant en place des mesures incitatives fortes. Ces mesures contribueront à une participation accrue du secteur privé au Plan Comores Émergents, dans le but ultime de stimuler une transformation structurelle de notre économie », a poursuivi Ahmed Bazi.

Pour ce dernier, la mise en place d'un dialogue public-privé permanent et constructif a été conçue comme un pilier essentiel pour stimuler la transformation structurelle de l'Union des Comores. « C'est

ainsi que le catalyseur 4 du Plan Comores Émergents prévoit la création d'un cadre de dialogue renoué, ce qui devrait créer les conditions propices à une participation plus active des deux secteurs dans la réalisation de notre objectif commun : un développement économique durable ». Et de rappeler que « Ce forum constitue la première étape de notre volonté de bâtir une confiance mutuelle, d'établir un cadre institutionnel et réglementaire pour analyser ensemble les enjeux liés au climat des affaires, et de formuler des politiques et réformes propices à la création d'un environnement favorable à notre émergence ».

Kamal Gamal

QUALITÉ ET SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS

Lancement du projet Fonds Fiduciaire2 du Codex Alimentarius

Vendredi 15 septembre dernier, le Secrétaire général du ministère de l'Agriculture, M. Saïd Mmadi Bacar en compagnie du Dr Blaise Ouattara du bureau régional de la FAO pour l'Afrique ont procédé au lancement du projet Fonds Fiduciaire2 du Codex Alimentarius en présence des opérateurs économiques, des consommateurs et partenaires au développement.

L'objectif général de ce lancement est de sensibiliser et d'informer toutes les parties prenantes de la sécurité sanitaire des aliments aux Comores, pour leur adhésion au nouveau projet portant sur le Codex afin de maximiser l'atteinte des résultats du projet de manière inclusive. La session de travail du Comité national du codex Alimentarius est d'établir un cadre de concertation avec les autorités compétentes en charge de sécurité sanitaire des aliments et membres du Comité National du Codex Alimentarius afin de définir un plan de travail et de mise en œuvre des

activités du projet (pour au moins la 1ère année) de manière consensuelle.

D'une manière spécifique il s'agira de marquer officiellement le début des activités du projet Fonds Fiduciaire du Codex (FFC2), d'informer davantage les parties prenantes sur le Fonds Fiduciaire 2, son plan d'activités ainsi que ses objectifs, sa vision et les résultats attendus, améliorer la visibilité sur le nouveau projet, plaider pour l'adhésion de toutes les parties prenantes à ce projet et aux activités du Codex aux Comores, accroître l'engagement de toutes les parties prenantes dans la mise en œuvre du projet, sensibiliser les acteurs sur la commission du Codex Alimentarius, son importance et l'importance pour les Comores de participer activement aux activités du Codex et de soutenir le Comité National du Codex dans l'élaboration de son plan de travail pour une mise en œuvre réussie du projet.

Dans son allocution le secrétaire général du ministère de l'Agriculture, a déclaré que le gou-

vernement « à travers le travail d'un grand nombre d'experts, a fait le constat de l'inefficacité de notre système national de contrôle de la qualité des aliments fortement entravé par un nombre élevé d'acteurs impliqués dans le contrôle sans réelle coordination, un chevauchement des missions assignées, une pression constante exercée sur les opérateurs économiques et le défaut d'application des normes internationalement reconnues pouvant permettre de mieux protéger le consommateur comorien et de promouvoir la compétitivité de nos produits Agricoles sur les marchés régional et international. Et que « fort de ce constat, et en souhaitant rendre effectif et tirer plus d'avantage de l'adhésion de notre pays à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), le gouvernement a sollicité l'appui de la FAO, pour renforcer le système national de contrôle de la sécurité des aliments et renforcer les capacités nationales pour une meilleure participation dans les activités du Codex ».

Pour le représentant de la FAO :



Au centre le SG, au ministère de l'Agriculture.

« le Fonds fiduciaire du Codex aide les pays à mettre en place des capacités nationales fortes, solides et durables en vue de leur participation aux travaux normatifs du Codex. Ce fonds est une modeste contribution mais il est important de retenir qu'il est apporté pour aider à insuffler une nouvelle dynamique au fonctionnement du Codex dans les pays bénéficiaires pour contribuer à mieux alerter et à renforcer le plaidoyer auprès des plus Autorités et des par-

ties prenantes de la sécurité sanitaire des aliments dans le pays quant à la nécessité de mutualiser les efforts pour assurer la sécurité sanitaire des aliments à travers le renforcement de cette plateforme idéale qu'est le comité national du Codex Alimentarius ». Il serait aussi souhaitable que les moyens pour un contrôle efficace de ces mesures suivent car c'est toujours là où le bât blesse.

Mmagaza

TRIBUNE

Des élections crédibles : catalyseur de paix, des droits de l'homme et du développement durable



François Batalingaya (3).

Il est établi qu'il existe une corrélation entre la paix, les droits humains et le développement. L'ancien Secrétaire Général des Nations Unies, le regretté Kofi Annan, prix Nobel de la Paix (2001) et grand médiateur de son temps, aimait dire qu'il ne pouvait y avoir de paix sans le développement et vice-versa, et qu'il ne pouvait y avoir de paix et de développement durables sans le respect des droits humains. Cette vision d'ensemble appelle à considérer ces piliers comme étant interdépendants. Ceci implique qu'au cas où un de ces piliers devenait défaillant, c'est toute la structure qui s'écroulerait. Dans son nouvel Agenda pour la paix, le Secrétaire général des Nations Unies, M. António Guterres, recommande, entre autres, d'accélérer la mise en œuvre de

l'Agenda 2030 pour le développement durable afin de s'attaquer aux facteurs sous-jacents de la violence et de l'insécurité.

Le Sommet mondial sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) qui sera tenu du 18 au 19 septembre 2023 à New York en marge de la 78ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies, offrira au Gouvernement comorien, l'opportunité de présenter à la communauté internationale les mesures et réalisations nationales dans les domaines de la paix, des droits de l'homme et du développement économique et social, ainsi que de la protection de l'environnement.

Malgré des crises récurrentes qui ont suivi son indépendance en 1975, la société comorienne se caractérise par une culture dominante de paix et

de résilience. Au moment où le peuple comorien se prépare à élire en janvier 2024 son Président et les Gouverneurs des Îles, il est primordial que ces élections se déroulent de manière à préserver cette paix de la violence dans toutes ses formes, avant, pendant et après leur déroulement. Des élections crédibles dans un climat apaisé où les citoyens exercent pleinement leurs droits civiques, où les médias, les partis politiques, les candidats et la société civile peuvent se réunir pacifiquement, faire campagne sans crainte, s'exprimer librement et en toute sécurité, compétir ou choisir en toute liberté leurs candidats, contribuent à consolider la paix, tout en favorisant les conditions du développement durable. Des élections libres et crédibles contribueront assurément à la réalisation de la vision du Plan Comores Emergent (PCE) d'une « nouvelle gouvernance qui doit s'enraciner dans une société respectueuse des droits humains, de la démocratie et de l'État de droit ». En effet, comme le souligne La Commission mondiale sur les élections, la démocratie et la sécurité (2012), « le fait que les électeurs soient convaincus que les élections se sont déroulées de façon libre et transparente peut accélérer la mise en place d'une meilleure gouvernance, d'une plus grande sécurité et d'une dynamique d'amélioration du développement humain. En revanche, en l'absence d'élections crédibles, les citoyens n'ont aucun

moyen d'obtenir un changement politique pacifique ».

Tout Comorien et toute Comorienne, qu'il ou elle soit leader politique ou citoyen normal, a le droit et le devoir de préserver cette paix bâtie sur l'esprit du vivre-ensemble comorien. Les leaders politiques en particulier ont un rôle capital à jouer ; en privilégiant la tolérance et le respect mutuel, un dialogue sincère permanent pour trouver des solutions pacifiques et consensuelles à leurs divergences, afin de sauvegarder la paix, la stabilité et la cohésion sociale du pays. Aucun Comorien et Comorienne ne devra perdre sa vie, être victime de violence ou de discrimination en exerçant son droit de civique. L'impartialité des institutions impliquées dans l'organisation et la gestion des élections et l'intégrité du scrutin sont des éléments clés à la promotion d'un climat de paix. Ces principes renforcent la confiance des citoyens dans le processus électoral et dans les résultats issus des urnes qui doivent être l'expression de leurs choix.

L'observation non-partisane des élections par la société civile y compris les médias et les institutions internationales peut également contribuer à renforcer la confiance des citoyens dans le processus électoral. Les médias doivent également pouvoir couvrir le jeu électoral de manière libre, indépendante, impartiale et équilibrée, sans crainte d'intimidations ou de représailles, et

cela dans l'exercice de la liberté de la presse, de la liberté d'expression, et du respect de la déontologie de l'information. La presse ne devra en aucun cas devenir un canal de transmission des discours de haine ou d'incitation à la violence, de désinformation, et de manipulation de l'opinion publique, alors que son rôle est d'informer et de contribuer à l'éducation civique des citoyens.

Au moment où le Président de l'Union des Comores assure la présidence tournante de l'Union Africaine, le peuple comorien a une opportunité dorée pour démontrer sa maturité politique au reste du continent et au monde entier, en organisant des élections libres et crédibles, dans un climat apaisé et de respect des droits humains.

Le 10 décembre 2023, le monde entier célébrera le 75e anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ; un document historique porté par des valeurs qui promeuvent la liberté, la dignité et l'égalité, de tous. A l'aube des prochaines élections, gardons à l'esprit ces valeurs fondamentales qui constituent notre boussole sur le chemin de la paix et du développement durables que nous voulons.

Dr. François Batalingaya
Coordinateur Résident du système des Nations Unies
Représentant du Secrétaire Général en l'Union des Comores

INTERVIEW / KAMKO KAMTHO AURÉLIEN

"Je pense que le football comorien va m'apporter beaucoup"

C'est la sensation de cette période de pré-saison, Volcan club de Moroni vient de faire signer trois nouveaux joueurs en provenance du Cameroun. Parmi eux, Kamko Kamtho Aurélien Junior, jeune joueur de 24 ans né à Yaoundé. Avant de signer pour le club de la capitale, Aurélien a évolué en première division du Cameroun (Unisport Football de Nkam, Caïman de Douala ou encore au Coton Sport de Garoua), en Guinée Equatoriale (Leones Vegeteranos) avant de partir pour le Sultanat d'Oman et le Pakistan au sein du FC Karachi. Très à l'aise dans le dribble, le milieu Camerounais va découvrir un nouveau challenge à Moroni.

Question : Quelle a été votre impression en touchant le sol comorien ?

Kamko Kamtho Aurélien : Ma première impression quand je suis arrivé aux Comores, c'est l'accueil très émouvant, il n'est pas évident de voir toute la mobilisation qu'on met juste pour accueillir trois étrangers. Je ne me suis pas imaginé ce

genre d'accueil, ça m'a énormément touché, voir ces parents venir nous souhaiter la bienvenue, ça été vraiment fabuleux.

Question : Qu'est-ce que vous connaissiez des Comores avant de signer pour Volcan club ?

K.K.A : Je savais que les Comores est un pays composé par un ensemble d'îles. Mais je l'ai vraiment découvert, quand le Cameroun a joué contre les Coelacanthes lors de la CAN 2021, je me suis dit que vraiment ce n'est pas mauvais, marquer un but en infériorité numérique surtout avec André Onana dans les buts. Et quand j'ai eu cette offre de signer au Volcan club, c'est comme si on était déjà lié, j'ai sauté sur l'opportunité c'est peut-être la grâce de Dieu qui m'a guidé vers les Comores.

Question : Vous venez de débarquer avec deux autres compatriotes au Volcan club, quelles sont vos ambitions ?

K.K.A : Avant de venir ici on savait déjà ce qui nous attend. Le président nous avait déjà fait un topo sur la feuille de route et les

objectifs à atteindre pour cette saison. Premièrement, c'est faire qualifier l'équipe pour la Ligue des champions de la CAF c'est-à-dire être champion. C'est peut être une coïncidence mais, c'est peut être aussi un signe, en arrivant ici nous avons pris l'avion avec le Zamalek du Caire l'un des plus grands clubs africain. Cette rencontre n'a fait qu'accentuer nos ambitions pour parvenir à remplir les objectifs du club et satisfaire notre président et nos supporters. Nous sommes venus remmener le club vers le haut sur le plan continental.

Question : Que pouvez-vous apporter de plus à ce club habitué déjà à jouer les premiers plans ?

K.K.A : On connaît déjà les ambitions du club. Nous on est venus apporter un plus surtout pour remporter les trois trophées majeurs de la saison aux Comores et évidemment faire qualifier le club à la Ligue des Champions africaine. Maintenant on attend que les choses commencent.

Question : Est-ce que vous croyez que le football comorien



peut vous aider à franchir un palier dans votre carrière ?

K.K.A : Cette question est la bienvenue, je ne pouvais pas imaginer que vous me poseriez cette question. Avec toute ma modeste carrière, je pense que Volcan club est le club qui peut me permettre de pouvoir franchir beaucoup d'autres paliers dans ma carrière. C'est un challenge que je dois réussir pour aller loin, j'ai besoin de m'y mettre à fond. Je pense que le football

comorien va m'apporter beaucoup pour la suite de ma carrière et surtout Volcan club de Moroni. Je prends avec beaucoup de cœur mon appartenance à ce club, tout comme les papas et mamans qui nous ont accueillis. Ma devise, c'est de ne pas sortir ici sans apporter quelque chose de grand à ce club.

Propos recueillis par Imtiyaz



UNION DES COMORES

Unité-Solidarité-Développement

MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE



Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (P166193)

Crédit/Don N° : IDA- D6760/IDA-67070

SELECTION DE CONSULTANTS PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE

Solicitation de manifestations d'intérêt pour le recrutement d'un conseiller Stratégique International pour aider et soutenir la direction générale pour la modernisation des processus, du service aux assurés, et de la plateforme TIC

Date de l'avis : 14 septembre 2023

1. Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu un financement de la l'Association Internationale de Développement pour financer le coût du Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (PADSF), et à l'intention d'utiliser une partie de ce fond pour effectuer des paiements au titre du contrat suivant : **le recrutement d'un conseiller Stratégique International pour aider et soutenir la directrice générale à élaborer un plan de modernisation de la plateforme TIC.**

2. Objectif :

La Caisse de Retraite des Comores (CRC) cherche à recruter un Conseiller Stratégique International, sous la forme d'un Cabinet offrant toutes les expertises requises, pour aider et soutenir la Direction Générale et son équipe de gestion à élaborer et à mettre en œuvre un plan de modernisation des processus, du service aux assurés, et de la plateforme TIC.

La mission requiert que les équipes du Conseiller Stratégique International passent beaucoup de temps sur place à Moroni, avec

notamment l'intégration dans son équipe d'un Expert national qui servira en même temps comme point focal au sein de la CRC et qui soutiendra cette dernière tout au long du projet et des fréquentes interventions sur place d'Experts internationaux en fonction des besoins.

Un des éléments clés d'appréciation de la proposition tiendra à cette présence sur place, pour travailler en étroite collaboration avec les équipes de la CRC et pour maintenir l'élan à travers les flux d'activité.

3. Profil du cabinet.

Le Conseiller international doit mobiliser une équipe d'Experts internationaux couvrant tous les besoins techniques, incluant notamment les profils détaillés ci-après.

Le Conseiller doit avoir une expérience avérée d'au moins dix ans dans le domaine de la gestion, de l'audit et de la réforme des régimes de protection sociale en Afrique.

Plus spécifiquement, le Conseiller doit pouvoir justifier d'une expérience avérée dans les deux domaines singuliers suivants : (i) la stratégie en matière des opérations

d'une agence, comme la Caisse, qui livre des programmes de protection sociale et (ii) l'informatique de la protection sociale, y compris l'élaboration d'un pilote en e-cotisations, l'expérience dans les pays africains serait un atout.

4. Le PADSF invite les cabinets intéressés à manifester leur intérêt pour les services décrits ci-dessus en fournissant les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (brochures, CV détaillés des intervenants, références concernant l'exécution de missions similaires, expérience dans des conditions semblables, etc.).

5. Les termes de références sont disponibles et peuvent être demandés à l'adresse ci-dessous.

6. Durée et lieu de la mission

La durée globale de la mission est de douze mois (12 mois).

7. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations à l'adresse mentionnée ci-dessous, du lundi au vendredi et aux heures suivantes : du lundi au jeudi à de 8h30 à 14h 30 ; et le vendredi, de 8h 30 à

11h00 minutes.

8. Les dossiers de manifestations d'intérêts doivent être déposés à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard **le mardi 03 octobre 2023 à 10 h 30 minutes, heure locale de Moroni**, en Union des Comores, avec la mention : **le recrutement d'un conseiller Stratégique International pour aider et soutenir la direction générale pour la modernisation des processus, du service aux assurés, et de la plateforme TIC.**

9. L'(les) adresse(s) auxquelles il est fait référence ci-dessus est(sont) : Banque Centrale des Comores Mme la Coordinatrice Nationale Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier

Banque Centrale des Comores - Place de France, BP 405 Moroni - Tel : (00 269) 773 10 02 poste 173 - Email : Housna.UGP@banque-comores.km SaidAbdallah.UGP@banque-comores.km



Dans le cadre du développement, de la redynamisation des grandes filières agricoles notamment la filière Ylang et la création d'une valeur ajoutée, le projet Afripi en appui à l'organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) a organisé à Moroni un atelier de restitution des travaux sur l'indication géographique ylang-ylang des Comores.

Le projet « droit de propriété intellectuelle et innovation en Afrique » (Afripi) en appui à l'organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) a organisé vendredi 15 septembre dernier un atelier de restitution des travaux sur l'indication géographique ylang-ylang des Comores. Ce séminaire a vu la présence de l'Union Européenne, des membres de l'Afidev, de l'OAPI, d'Afripi, etc. Il s'inscrit dans le cadre de la mise œuvre des travaux en marge de l'enregistrement de l'IG Ylang-ylang des Comores, et son usage effectif sur le long terme. Des activités ont été menées dans l'orientation et la rédaction du cahier des charges des indications géographiques (IGS), et de la présentation des résultats d'une étude prospective menée par un consultant recruté par le Projet Afripi, destinée à influencer sur le futur

PRODUITS DE RENTE:

Vers l'enregistrement de l'indication géographique de la filière Ylang

plan d'action d'indications géographiques dans le cadre d'une demande de dépôt future.

Dans son allocution, le secrétaire général du ministère de l'agriculture Saïd Mmadi Bacar a précisé que cet événement est d'une importance capitale. Il s'inscrit dans le cadre du développement, de la redynamisation des grandes filières agricoles notamment l'Ylang et la création d'une valeur ajoutée. « Dans l'objectif d'améliorer la compétitivité, l'organisation et la structuration de la filière Ylang, de contribuer à augmenter les volumes et la qualité de la production, ainsi que les revenus des acteurs, nous avons jugé nécessaire de lancer les procédures d'enregistrement de l'IGS de la filière Ylang avec le projet Afidev. C'est une opportunité de découvrir ce projet Afripi qui s'articule avec le projet Afidev sur les mêmes objectifs. Au regard du nombre des comoriens vivant de l'Ylang, et de la forte contribution de celles-ci à l'économie nationale, il est aisé de mesurer l'impact et la valeur qu'aura l'IG à

l'export », souligne-t-il en précisant que c'est un long processus qui nécessite un engagement fort de tous les maillons de la chaîne.

Présent, le représentant de l'Union européenne Pierre Beziz a estimé que cette réunion s'inscrit dans une démarche d'équipe, montrant la complémentarité et la synergie de tous les acteurs. « L'UE a investi de façon substantielle avec un portefeuille d'environ 90 millions d'euros pour soutenir une croissance inclusive et durable, pour le développement du commerce et du secteur privé, notamment dans le domaine agricole. Développer l'indication géographique apparaît comme une question légitime en vue de faire valoir un produit de qualité, unique et supérieure, de prospector des nouveaux marchés et marquer la concurrence. Une indication géographique favorise le maintien de l'activité et son développement », souligne-t-il.

Au terme du séminaire, les acteurs devront parvenir à un consensus sur un certain nombre de



Atelier sur l'enregistrement géographique de la filière Ylang.

questions cruciales au succès de l'IG dont le choix du nom, le groupement de défense de l'indication géographique, mais aussi, les appuis institutionnels et techniques qui seront nécessaires au dépôt et au bon fonctionnement de l'indication géographique Ylang-ylang des Comores. Notons que l'IG identifie un produit dont la qualité, la réputation, ou d'autres caractéristiques sont liées essentiellement à son origine géo-

graphique. De ce fait, l'Union des Comores produit une huile essentielle « ylang ylang » d'une qualité inégalée. Sa particularité a fait la renommée du pays sur le plan international. C'est une filière essentielle à l'économie locale, et qui devra être protégée au niveau national et à l'international.

Andjouza Abouheir



UNION DES COMORES

Unité-Solidarité-Développement



MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE



Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (P166193)

Crédit/Don N° : IDA- D6760/IDA-67070

SELECTION DE CONSULTANTS PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE

Avis de recrutement d'un technicien spécialiste en finance numérique.

Date de l'avis : 13 septembre 2023

1. Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu un financement de la l'Association Internationale de Développement pour financer le coût du Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (PADSF), et à l'intention d'utiliser une partie de ce fond pour effectuer des paiements au titre du contrat suivant : **d'un technicien spécialiste en finance numérique.**

2. Mission :

Sous la supervision de la Coordonnatrice de Projet, le (la) Technicien(ne) spécialisé(e) en finance numérique et systèmes de paiements a pour mission de mettre en œuvre les activités de la composante 1 du Projet relative à Développement de l'infrastructure du système de paiement et inclusion financière pour accroître l'utilisation des comptes de transaction conformément aux dispositions de l'Accord de crédit et des documents qui en découlent.

Le (la) Technicien(ne) spécialisé(e) en finance numérique et systèmes de paiements travaillera de façon étroite avec d'autres entités et assurera le rôle d'interface entre l'Unité de Gestion du Projet et ces dernières.

3. Profil du candidat.

Le Consultant devra disposer des qualifications ci-après :

- Diplôme de Maîtrise (Bac + 4) en économie, finances, gestion ou équivalent ;
- Expérience professionnelle d'au moins sept ans dans un poste similaire ;
- Maîtrise des techniques de la finance numérique ;
- Une très bonne connaissance du secteur financier comorien (environnement institutionnel, cadre opérationnel, cadre réglementaire) ;
- Une expérience dans des projets de développement, particulièrement ceux financés par la Banque Mondiale, ou de mise en place de système informatique, serait un atout ;
- Une aisance relationnelle de travail avec les partenaires du Projet œuvrant dans le domaine concerné, et les responsables chargés de l'exécution du Projet ;
- Excellente capacité d'analyse et de synthèse, ainsi que de rédaction et présentation de rapport ;
- Maîtrise des outils informatiques nécessaires à sa fonction ;
- Maîtrise du Français et du shikomor. La connaissance de l'Anglais sera un atout.

4. L'Unité de Gestion du Projet invite les candidats admissibles à manifester leur intérêt pour les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir leur dossier de candidature composé d'une lettre de motivation signé, un CV détaillé, copies des diplômes et/ou attestations, références des expériences,

5. Les termes de références sont disponibles et peuvent être demandés à l'adresse ci-dessous, soit en version physique soit en version électronique.

6. Durée et lieu de la mission

7. La durée du mandat est prévue pour un (01) an renouvelable sur la base de performance positive du Consultant avec une période probatoire de trois (03) mois. Le siège du Projet est à Moroni dans les locaux de la Banque Centrale des Comores à la Place de France.

8. Le Consultant sera sélectionné en accord avec les Procédures définies dans le Règlement de « Passation des Marchés dans le Cadre du Financement de Projets D'investissements (FPI) Fournitures, Travaux, Services Autres que des Services de Consultants et Services de Consultants »

Juillet 2016, révisé en 2017, 2018, 2019 et 2020.

9. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations à l'adresse mentionnée ci-dessus, du lundi au vendredi et aux heures suivantes : du lundi au jeudi à de 8h30 à 14h 30 ; et le vendredi, de 8h 30 à 11h00.

10. Les dossiers de candidature doivent être déposés à l'adresse mentionnée ci-dessus au plus tard **le mardi 03 octobre 2023 à 10 h 30 minutes, heure locale de Moroni**, en Union des Comores, avec la mention recrutement **d'un technicien spécialiste en finance numérique**. Tout dossier incomplet ne sera pas considéré.

11. L'(les) adresse(s) auxquelles il est fait référence ci-dessus est(sont) :
Banque Centrale des Comores
Madame la Coordonnatrice Nationale
Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier
Banque Centrale des Comores-
Place de France, BP 405 Moroni - Tel : (00 269) 773 10 02 poste 173 –
Email : Housna.UGP@banque-comores.km
SaidAbdallah.UGP@banque-comores.km